

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, le député a l'air de s'énerver. C'est sans doute qu'il n'a pas lu le bill, ou alors qu'il ne le comprend pas. Ce bill en réalité va détruire l'objectif même qu'ont recherché les divers gouvernements fédéraux qui se sont succédés depuis 1945, soit des normes nationales applicables à tous les Canadiens. Grâce aux paiements de péréquation et au partage moitié-moitié des coûts des programmes le gouvernement fédéral pouvait ainsi aider une petite province comme l'Île-du-Prince-Édouard à procurer à ses habitants les mêmes services que ceux dont bénéficient l'Ontario la province la plus riche du Canada. J'ai démontré en me servant des chiffres du gouvernement fédéral, qu'au lieu d'uniformiser les recettes le bill à l'étude avantage au contraire les provinces riches, au détriment des provinces pauvres.

Je dirais, pour conclure, monsieur l'Orateur, que si notre pays un jour se démembrer—et, plaise au ciel que cela ne se produise pas—ce sera parce que nous aurons manqué à la promesse de nos ancêtres. Le Canada a été fondé par des hommes et des femmes épris d'un rêve—où des gens d'origines et de cultures différentes, parlant des langues différentes sauraient malgré tout vivre ensemble dans un esprit de tolérance et de bonne volonté. Ils croyaient que les forts pourraient aider les faibles, que les provinces riches viendraient au secours des provinces pauvres et que nous pourrions donner à tous les Canadiens un niveau de vie dont on aurait lieu d'être fier. Si nous n'y parvenons pas, c'est que nous ne sommes pas dignes de nos ancêtres. Parlementaires canadiens, je vous en conjure, refusons de laisser l'apathie ou le sectarisme détruire le grand rêve canadien.

M. Bob Kaplan (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je veux assurer aux députés tout d'abord que je ne prends pas la parole pour mettre en doute les nobles sentiments exprimés par le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas). Tous les députés, tous les fédéralistes à la Chambre et au Canada doivent certes approuver les objectifs qu'il a esquissés. Je tiens à affirmer cependant que ce projet de loi ne détruira pas le fédéralisme canadien alors que la position préconisée par le député l'anéantirait. Il est vrai que nous avons doté notre pays de hautes normes nationales dans le domaine de la santé, sujet dont il a parlé particulièrement et sur lequel je reviendrai dans un instant. Toutefois, les députés socialistes ne croient guère que les gouvernements provinciaux soient résolus à maintenir les programmes qui relèvent d'eux au point de vue constitutionnel.

Les socialistes veulent centraliser le pouvoir. Ils voudraient qu'Ottawa détermine le niveau de l'enseignement supérieur. Ils veulent que le gouvernement fédéral décide de l'importance de l'aide à donner. Ils veulent que le gouvernement fédéral décide de la façon dont les hôpitaux devraient être dirigés.

● (1630)

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Quelles âneries!

M. Kaplan: Une plus grande centralisation ne sauvera pas le fédéralisme au Canada. On le sauvera plutôt en aidant les provinces à faire ce qu'elles doivent dans les domaines qui relèvent de leur juridiction de par la constitution. Voilà de quoi il s'agit dans la mesure à l'étude.

Il ne s'agit pas d'une question financière. Je parlerai d'argent tout à l'heure, car les socialistes, contrairement, Dieu merci, à l'honorable représentante de Kingston et les Îles (M^{lle}

MacDonald), n'y ont rien compris. Le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles a lu les chiffres d'un tableau pour donner une idée inexacte, comme je le prouverai, de l'effet qu'auront les paiements de péréquation.

Il y a une pointe d'ironie dans ce que disent les partis de l'opposition quand ils traitent du programme législatif du gouvernement. Hier, j'écoutais le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Je vais résumer ce qu'il avait à dire pour ensuite vous citer textuellement quelques-unes de ses observations. Si on adopte le bill, le député de Winnipeg-Nord-Centre...

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je me rends compte que le député est mêlé, mais il veut parler du député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow).

M. Kaplan: Merci. Si la mesure à l'étude est adoptée, prétend-il, la qualité de l'enseignement postsecondaire en souffrira; les frais de scolarité augmenteront; les institutions d'enseignement postsecondaire seront menacées partout au pays et bon nombre devront fermer leurs portes; il sera plus difficile pour les jeunes Canadiens d'avoir une bonne instruction. Parlant de la santé, il prétend que la santé des Canadiens souffrira de la mesure où leur santé commencera à se détériorer; qu'on devra exiger des usagers qu'ils paient bien davantage; il prétend que la qualité des soins médicaux aura tôt fait de décliner. Permettez-moi de vous citer quelques phrases de ses propos d'hier. Il déclarait à la page 3271 du *hansard*, et je cite:

Elles devront réduire la qualité des services. Moins de jeunes pourront fréquenter les universités et les collèges d'enseignement professionnel. Le paiement des soins hospitaliers sera moins bien assuré. Les patients n'obtiendront plus un aussi bon service de leur médecin. Voilà ce qui se produira, à moins que les provinces n'augmentent leurs impôts. Les universités devront majorer sensiblement les frais de scolarité. Il faudra imposer un ticket modérateur pour décourager ceux qui veulent se faire admettre à l'hôpital. Il sera normal qu'on paie pour consulter son médecin.

Ces cassandres, monsieur l'Orateur, me rappellent ce que prédisaient les conservateurs il y a dix ans, lorsqu'on a instauré le régime d'assurance-maladie. Je n'ai pas les bons comptes rendus sous les yeux, mais je peux trouver les *hansards* correspondants si vous voulez. Les conservateurs prétendaient qu'avec un tel régime, la qualité des services médicaux baisserait. Et que s'est-il passé? Ils se sont améliorés. Selon eux, le régime d'assurance-maladie inciterait bon nombre de médecins à quitter le pays, alors que les changements apportés aujourd'hui à ce même régime préoccupent énormément les socialistes.

On constate que depuis que ce régime a été adopté, plus de médecins sont venus exercer au Canada qu'il n'en est parti. Il y a dix ans, les conservateurs prévoyaient que les facultés de médecine fermentaient leurs portes et que les jeunes ne chercheraient plus à entrer dans la profession. C'est tout le contraire qui s'est produit. Non seulement les facultés de médecine n'ont jamais eu tant d'étudiants, mais il a fallu en construire de nouvelles. Les conservateurs affirmaient que les services de santé coûteraient plus cher. En fait nous leur consacrons une portion moins importante de notre produit national brut que les États-Unis qui n'ont même pas un régime universel. Notre régime est moins onéreux que le système de la libre entreprise préconisé par les conservateurs.